

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 200
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 12 au 25 juillet 1975

Démocratie blindée

Selon un slogan à la mode, avec le régime franquiste, c'est la « dernière dictature d'Europe » qui disparaîtrait. Une telle formule contient au moins trois contre-vérités de taille.

Elle ignore tout d'abord un point de théorie auquel on ne peut renoncer sans se placer à cent lieues du marxisme : il n'y a pas de différence d'essence entre la dictature franquiste et les démocraties de Londres ou de Rome, de Bonn ou de Paris. Bien sûr, il y a des différences de forme et de méthodes, qu'il serait fou de négliger. La manière de gouverner varie pour des raisons qui tiennent aux rapports entre les classes et à leurs luttes réciproques. Mais lorsqu'on parle de dictature, on ne se réfère pas à la forme de l'Etat, mais bien à sa nature, à son essence. Et l'essence de l'Etat bourgeois, qu'il soit démocratique ou fasciste, ou militaire, ou tout ce qu'on voudra, c'est d'être la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, c'est-à-dire un pouvoir exclusif reposant sur la force et maintenu par la violence ; du reste toute démocratie a montré qu'elle savait et devait utiliser cette violence, en France comme en Allemagne, en Italie comme dans l'Espagne préfranquiste même, en Angleterre comme aux Etats-Unis, chaque fois que les circonstances l'exigent.

Seconde contre-vérité : la formule laisse entendre que le changement du régime en Espagne entraînerait un relâchement de la pression sociale et politique sur le prolétariat. Or même les membres de la Junte affirment que « la démocratisation réelle de l'Etat autoritaire franquiste ne peut être obtenue qu'à partir d'un pouvoir politique indépendant [de la classe ouvrière, assurément ! N.d.R.] décidé à assumer les fonctions de l'Etat quand il aura la puissance suffisante pour en faire une démocratie » (Le Figaro du 3-6 — c'est nous qui soulignons). C'est dire que les odeurs qu'exhalent les marmites de la Junte correspondent exactement au plat auquel, hélas, nous pouvions nous attendre : la forme démocratique est subordonnée à l'exigence de la puissance et du renforcement de l'Etat, et doit les favoriser.

Une telle formule enfin reprend l'interprétation purement libérale selon laquelle les progrès du capitalisme — pardon : de la civilisation — s'accompagneraient du recul de la violence. C'est là une troisième contre-vérité qui revient à nier toute l'évolution historique enregistrée par le marxisme. Pour la théo-

rie révolutionnaire, le développement du capitalisme signifie développement de ses antagonismes potentiels ; à la concentration du capital, correspond celle de l'Etat (non pas mécaniquement mais au travers de l'histoire vivante), dans le but de maintenir la lutte des classes dans les limites compatibles avec la conservation de l'ordre établi. Concentration de l'Etat, cela signifie contrôle accru sur toute la vie sociale, centralisation de la violence organisée, de la violence au repos, mais prête à tout moment à se mettre en mouvement.

A ce sujet, il serait faux de voir dans la répression terrible qui sévit en Espagne à l'heure actuelle, dans les emprisonnements, les tortures et les condamnations non seulement de révolutionnaires et de militants ouvriers mais également d'innocents démocrates-philanthropes (répression dont l'opportunisme augmente les effets paralysants en la décrivant de façon morbide, et sans donner des armes pour la combattre effectivement) un signe de « l'arriération » de l'Espagne sur l'Europe « civilisée ».

En réalité, dans ce pays où se conjuguent toutes sortes d'antagonismes qui tendent endémiquement à exploser avec violence, il est inévitable que la classe dominante soit contrainte à mettre en actes sans voile une violence que les nations plus « civilisées » n'ont jamais hésité à employer dans les moments de crise, même si elles disposent, dans des conditions « normales », de moyens de défense et d'attaque moins visibles, et en apparence plus « doux ».

Pour se protéger d'une classe ouvrière turbulente, qui est certes loin de s'attaquer au pouvoir bourgeois, mais qui par vagues répétées tente de résister, la bourgeoisie ne dispose pas seulement de la carte de la violence ouverte. Elle a aussi la méthode du « consensus social », plus souhaitable car elle présente moins de risques, et elle se prépare à l'employer. C'est celle de la « réconciliation nationale » de Carrillo, celle de l'« union peuple-armée » de Cunhal ; elle s'appelle « pacte social » dans la langue d'Isabel Peron, « contrat social » dans celle de Wilson ; sous couleur de « voie nationale au socialisme », on la baptise

« compromis historique » chez Berlinguer et « union du peuple de France » chez Marchais ; mais partout elle signifie, rhétorique à part : **acceptation volontaire des sacrifices par les prolétaires.** Cependant comment Wilson par exemple va-t-il s'y prendre

DANS CE NUMERO :

- Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » (3)
- L'opportunisme et la question de l'organisation des soldats : un syndicalisme vraiment d'avant-garde...
- 100.000 ouvriers en lutte : les pompiers sociaux à l'œuvre.
- Dialectique de la honte.

pour imposer une limite de 10 % d'augmentation des salaires, quand les prix montent de 30 à 40 %, à une classe ouvrière qui a jusqu'ici refusé dans la pratique le fameux « contrat social » ? Et Isabel parviendra-t-elle, sans changer de méthode, à imposer que l'augmentation des salaires ne dépasse pas 80 % quand les prix s'envolent de 150 % par an ?

La carotte démocratico-opportunisme suffira-t-elle partout et en toute circonstance ? Que la crise s'aggrave encore, ou que la reprise économique s'amorce, ce sera dans les deux cas au prix d'une concurrence accrue, d'une pression plus grande sur la classe ouvrière, d'un rétrécissement de l'assiette des petites

(suite page 4)

Vigoureuse riposte du prolétariat argentin

Un mois à peine s'est-il écoulé depuis l'affrontement entre le prolétariat de Villa Constitución et le front unique gouvernement-CGT-forces armées (cf. Le Prolétaire n° 197), que le conflit s'étend à l'ensemble du pays, aiguë par la brutale augmentation des prix décidée par l'Etat (augmentation qui vient s'ajouter aux 79,5 % d'inflation entre avril 74 et 75). Les mouvements qui éclatent pendant les négociations paritaires du mois de juin obligent le patronat à concéder des augmentations allant jusqu'à 130 % que le gouvernement, cherchant l'épreuve de force, refuse en les échelonnant sur six mois et en en fixant le plafond à 80 %.

Débordée par les travailleurs qui s'étaient mis spontanément en grève illimitée, la CGT annonce pour le 27 juin une grève générale de 7 heures et convoque simultanément à une manifestation dans la capitale pour que les ouvriers « expriment leur appui et leur solidarité à la présidente », tout en essayant de canaliser la haine des travailleurs sur le Ministre du « Bien-être social », Lopez Rega, profondément haï par les masses, et sur le Ministre de l'économie. Fait hautement significatif : le prolétariat de la ceinture industrielle de la capitale, resté à l'écart des grandes secousses de masse qui ont accompagné le Cordobazo de 1969, est entrainé cette fois massivement dans le mouvement « sauvage » qui submerge le pays. Devant l'intransigeance du gouvernement, le 30 juin, la grève prend son essor : elle se généralise à Mendoza et Chubut, et met en branle le combatif prolétariat de Cordoba, Rosario, Santa Fé. A Buenos Aires, des milliers de manifestants se concentrent devant le siège de la CGT pour exiger la rupture des syndicats d'avec le gouvernement, tandis que la CGT lance des appels « au calme ». Le 1^{er} juillet, celle-ci déclare que « malgré tout elle continuerait à soutenir Mme Peron » (Le Monde, 3-7). Le 2 juillet tous les secteurs du pays sont gravement touchés par les grèves qui gagnent les cheminots et la Banque, pendant que les manifestations se poursuivent dans la capitale. Le 3, la police — qui a reçu la consigne de « réprimer énergiquement » la révolte ouvrière — tire sur les ouvriers des faubourgs de la capitale qui montent vers le centre. La ceinture industrielle de Buenos Aires est complètement paralysée et il en va de même dans le reste du pays. « Dans ces conditions — commente l'envoyé spécial du Figaro (5-6/7) —, les dirigeants syndicaux n'ont plus qu'à entériner un état de fait ; et ils envisageaient hier soir une grève générale sur l'ensemble du territoire », prévue pour le 7 juillet. « La grève — déclare la CGT — doit se dérouler dans une discipline absolue. Les ouvriers doivent rester chez eux, avec l'assurance que la CGT et le gouvernement justicialiste poursuivent leurs efforts (!) pour trouver une solution », essayant ainsi de reprendre en main et de

(suite page 2)

Le Parti Communiste Italien, une Démocratie Chrétienne pour temps de crise

En Italie, la dernière campagne électorale s'est déroulée sur le thème de la « moralisation de la vie publique ». « Un parti aux mains propres », « des administrateurs capables et honnêtes », c'est sur ce terrain que le PCI s'est battu, sur ce terrain qu'il a remporté la victoire et avec elle le titre de la meilleure lessive nationale, celle qui « lave le plus blanc », « qui fait fuir la saleté », puisque c'est le titre qui était en jeu le 15 juin.

Depuis l'unité de l'Italie, de telles croisades moralisatrices ne se comptent plus, et lors de chacune d'elles, on a vu la droite et la gauche démocratique changer régulièrement de rôle. Tour à tour au gouvernement, elles ont nagé dans le scandale, tour à tour elles se sont vu accusées d'incompétence et de prodigalité par une opposition qui brandissait l'étendard de la pureté. Toutes les campagnes antifascistes ultra frontistes devaient plus tard s'axer elles aussi sur la moralité publique ; elles étaient à la fois prémisses et conséquence de cette « immoralité » idéologique que fut le passage armes et bagages du parti sur le front petit bourgeois de l'unité « de tout le peuple », Résistance comprise.

Pour nous la leçon historique est claire. Si la question pour un parti qui se proclame ouvrier n'est plus que d'opposer la propreté à la saleté, la probité à la corruption, le bien au mal, alors la lutte de classe est morte et enterrée : il ne reste plus qu'à s'aligner sur les bourgeois, à embrasser la cause de ces entités impalpables et par définition aclassistes que sont l'Esprit et la Raison, à leur tour incarnées dans le Peuple. Le Marxisme à la lanterne !

La Démocratie Chrétienne était à l'origine un parti de majorité relative, conservateur mais cependant populaire, catholique mais cependant laïque, traditionaliste mais cependant novateur, bourgeois mais

cependant « ouvert aux plus larges classes » : c'était un parti d'une honnêteté relative (car tout est relatif pour un bon catholique dans cette vallée de larmes) et indubitablement interclassiste. Trente ans après — et trente ans de gouvernement, en régime bourgeois, usent le plus moral des moralistes — il y a sur le marché démocratique et parlementaire un candidat pour lui succéder. Populaire, mais cependant conservateur, novateur mais cependant traditionaliste, de base ouvrière mais, dit Antonio Romeo (Unità du 22 juin), fort « du vote des couches sociales les plus diverses », interclassiste par vocation, et pour cette raison, tout

(suite page 4)

Vient d'être réédité

PARTI ET CLASSE

Contenant les textes suivants :

- Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti dans la Révolution prolétarienne (1920)
- Parti et classe (1921)
- Parti et action de classe (1921)
- Le principe démocratique (1922)
- Dictature prolétarienne et parti de classe (1951)

précédés d'une ample introduction.

112 pages - 8 F - Commandes au Prolétaire.

L'opportunisme et la question de l'organisation des soldats

Un syndicalisme vraiment d'avant-garde...

L'agitation parmi les jeunes appelés devait nécessairement faire naître la revendication du droit d'organisation des soldats. Et, comme il arrive souvent, l'attitude des différentes forces politiques et syndicales a donné à cette question une importance qui dépasse largement son intérêt pratique immédiat.

Voici ce qu'écrivait *Le Figaro* du 29-8-74, c'est-à-dire au moment de la réforme Soufflet :

« Le manifeste des Cent n'a pas manqué d'intéresser, puis d'inquiéter le parti communiste et le parti socialiste qui ont tenté de récupérer, avec plus ou moins de bonheur, le mouvement qui les débordait sur leur gauche, afin de le contrôler ». Ainsi, dès la première alerte, c'est le dispositif opportuniste qui se met en branle, afin de canaliser la lutte de défense des travailleurs sous l'uniforme dans le « grand combat démocratique pour une armée nouvelle, liée à la nation ». Puis « à leur tour, des militaires se sont penchés, à l'École de Guerre, sur le problème du service national et l'on a été favorablement surpris de la justesse des critiques qu'ils portaient [le PC et le PS] sur les conditions d'exécution du service militaire, et du libéralisme de leurs vœux ». (On se souvient des cris de triomphe de l'*Humanité* quand le maître daigna enfin remarquer le travail du larbin). Et enfin, on passe aux mesures : le rapport évoque « la nécessité d'améliorer l'encadrement », il insiste pour que l'appelé soit mieux renseigné et qu'il PARTICIPE davantage aux décisions qui sont prises » : ainsi, comme toujours, une hiérarchie plus forte, mais plus souple, ou plus généralement un Etat plus solide et plus puissant, en partie PAR et de toute façon AVEC plus de mensonges et d'illusions. Tel est le sens dans lequel, uniformément, se font les réformes de l'Etat bourgeois impérialiste.

Dans un article du *Monde* des 26/27-6-75, on cite un certain lieutenant-colonel Gillis, qui se prononce pour « une communication de la base au sommet de la hiérarchie » et ajoute : « le risque réside,

paraît-il, dans la reconnaissance d'une démarche syndicale à l'intérieur des armées. C'est probable, mais le maintien de la situation actuelle nous conduit tout droit, et avant sept ans, à un syndicalisme mi-sauvage, mi-clandestin, [voici le problème, et que l'on en tire au moins la leçon que la bourgeoisie, elle, voit loin, et n'a pas peur de se préparer, de longue main !] accroché aux centrales syndicales les plus puissantes [s'il s'agit des centrales dans leur forme actuelle, on exagère bien le danger, mais il y a évidemment toujours un risque pour demain]. D'autres officiers trouvent choquant le terme de « syndicat », et se contentent de parler de « liberté d'association », mais tout ce beau monde est convaincu de la nécessité de lâcher un peu la bride, sans prétendre pour cela que la « liberté d'association doit être totale », on s'en serait douté.

Fort de trouver un écho chez le maître, l'opportunisme s'est mis à élaborer dans tous les détails ses propositions de réforme, en même temps qu'il lançait une vigoureuse campagne contre l'antimilitarisme, qui, comme on sait, est forcément « puéril ». C'est ainsi que les JC ont sorti au dernier trimestre 74 le fameux statut démocratique du soldat. Ce dernier prévoit une représentation des appelés siégeant dans différentes commissions de participation (commission de recours d'enquêtes, conseil supérieur de la formation militaire) et assurerait « avec les représentants des cadres, la direction et la gestion des clubs du soldat ». L'*Humanité* précisait en présentant le statut que « ces clubs organiseront la vie sociale, culturelle et de loisir ainsi que les activités d'information générale ».

Quant à la CGT, elle dévoile, dans une brochure intitulée *la CGT et l'armée* et lancée à l'occasion du dernier congrès, ses batteries avec un cynisme éhonté : « En s'appuyant sur une solide expérience du mouvement syndical dans la fonction publique, il est possible, dit-elle, de trouver des formes permettant aux militaires, et notamment aux cadres de carrière [sol-

datés appelés et engagés de bas grade, silence dans les rangs !] d'exprimer démocratiquement et collectivement leurs intérêts et leurs revendications ».

Il ressort du « statut » comme de la brochure de la CGT deux thèses d'une importance capitale :

Thèse I : l'organisation des soldats ne peut être qu'une ORGANISATION DE TYPE CORPORATIF, groupant pêle-mêle soldats et officiers, et d'une autre manière, prolétaires sous l'uniforme et la hiérarchie contre-révolutionnaire de l'armée. Nous nous contenterons seulement de faire remarquer que ce syndicalisme, instituant officiellement la collaboration des classes était appelé hier syndicat fasciste, voire pétainiste (pour le peindre aux couleurs nationales) tandis qu'aujourd'hui, on parle tout naturellement de « représentation démocratique ».

Thèse II : l'exigence de cette « forme » sort en droite ligne de « L'EXPERIENCE DU MOUVEMENT SYNDICAL DANS LA FONCTION PUBLIQUE ». Ajoutons simplement que le syndicalisme dans la fonction publique a toujours été à l'avant-garde de la collaboration des classes. L'expérience montre que les « nouvelles méthodes de lutte » comme la grève de sensibilisation de l'opinion publique, le remplacement de l'action directe par la négociation d'un statut, tout cela a été longtemps expérimenté dans la fonction publique comme dans une serre chaude, avant de pouvoir être lancé en grand dans l'ensemble des syndicats ouvriers. Il suffit pour cela de se rappeler que l'ancêtre des statuts de l'immigré, de la femme, du jeune, de l'O.S., (et pourquoi pas demain de l'ouvrier catholique ?) n'est rien d'autre que le statut de la fonction publique dû à l'inoubliable Thorez.

Il était donc tout à fait logique que la tendance profonde de ce syndicalisme s'exprime d'autant plus librement dans la question de l'organisation des soldats que l'on se trouve, si l'on peut dire, sur un terrain vierge, où l'on peut bâtir du neuf, sans être gêné par un passé parfois encombrant.

Or l'affirmation de ces deux thèses par l'opportunisme signifie sa reconnaissance de fait de notre thèse parfaitement marxiste celle-là à savoir que la méthode démocratico-opportuniste et la méthode fasciste, loin de s'exclure sous cet aspect fondamental CONVERGENT à la soumission du prolétariat et au renforcement de l'Etat, au point que leurs formes s'entrecroisent et s'enchevêtrent.

Ceux qui feignent encore de voir dans les organisations syndicales actuelles des « syndicats de classe » feraient bien de méditer ces conclusions auxquelles arrivent également les opportunistes et dont ils tirent toutes les conséquences quand ils comprennent avec une cohérence implacable la COLLABORATION du soldat et de l'officier comme une subordination et une SOUMISSION absolues du premier au second :

« Une réforme de ce type, peut-on lire dans la brochure de la CGT, peut favoriser une orientation démocratique des cadres de l'armée tout en respectant leur esprit de corps [Galiffet, sois sanctifié !]. Elle devrait être définie en accord avec eux. C'est dans cet esprit que devraient être renouvelés le règlement militaire et définies les relations d'un contenu nouveau entre les cadres permanents de l'armée et les jeunes appelés, entre les supérieurs hiérarchiques et leurs subordonnés ».

On comprend dans ces conditions qu'« un syndicat de soldats ne se justifie pas pour plusieurs raisons. D'abord, par définition, un appelé n'est soldat que pour une durée limitée de son existence [mais alors il faudrait refuser l'adhésion au syndicat des ouvriers qui changent d'entreprise et de métier constamment, c'est-à-dire la masse des prolétaires — ce qui est bien d'ailleurs dans la logique du syndicalisme réformiste, qui est au fond, aristocratique]. Ensuite, la situation de pluralité syndicale en France ne permet pas d'envisager de façon efficace l'implantation de syndicats dans les casernes [avec de tels arguments, il faudrait aussi liquider les syndicats dans les entreprises, ce que, d'ailleurs l'opportunisme

fait, d'une autre manière, en les rendant impuissants] ».

Nous parlons évidemment beaucoup de l'opportunisme principal, et c'est normal. Mais il ne faudrait pas croire que le fameux « courant autogestionnaire » s'est mis en reste dans la question. Les Jeunesses Socialistes (il paraît que cela existe !) participent en effet avec le PSU à l'IDS (Information pour les Droits des Soldats), une organisation couvée par la Ligue des Droits de l'Homme et le Syndicat (eh oui, il s'appelle aussi syndicat ; alors pourquoi pas...) de la Magistrate, et réclament tout comme la CFDT un « syndicat de soldats ». On conçoit aisément que la différence avec la « représentation démocratique » prônée par le PC et la CGT ne soit qu'une question de vocabulaire, le PS pouvant se permettre de parler de syndicat car il n'effraye pas la hiérarchie militaire où il a les sympathies de généraux et d'amiraux, sans parler de... l'effort de réflexion d'un Charles Hernu. Le néostalinisme doit faire toutes les concessions, même verbales, pour gagner ne serait-ce qu'un peu de considération de la part de ces gens méprisants qui sont très chatouilleux sur les traditions et le sacro-saint « esprit de corps », tandis que le problème du réformisme aux couleurs de l'autogestion, c'est de se faire écouter des prolétaires. Le malheur, ce serait que l'audace, purement verbale, de ce dernier permette de redorer un peu son blason, en profitant de la capitulation ouverte et sans condition de son cousin.

Il revient aux révolutionnaires et au parti de faire la démonstration de la convergence des objectifs des deux branches du réformisme, et de lutter pour que les prolétaires ne tombent pas dans le piège de cette opposition, plus que superficielle.

Un prochain article sera consacré au mot d'ordre du « syndicat des soldats », lancé par certaines organisations se réclamant de l'antimilitarisme.

100.000 ouvriers en lutte

Les pompiers sociaux à l'œuvre

Il y a actuellement plus de 100.000 travailleurs menant des luttes dures dans environ 200 entreprises. Quelle force, quel détonateur pourraient-ils constituer si l'unification de leurs luttes cimentées par la solidarité et si une direction de classe centralisatrice les rendait capables de manœuvrer comme une seule armée contre le front de la bourgeoisie et de son Etat pour la défense de leurs revendications ! Mais la force reste potentielle, ces noyaux combattifs restent isolés, garrottés dans les chaînes de fer de l'opportunisme.

Pourtant, loin d'être locales, les revendications sont unificatrices : elles portent sur 1) l'augmentation des salaires (revendication essentielle de 82 luttes sur les 190 citées dans l'*Humanité* du 4-07 — qu'on peut considérer comme un nombre minimum ! —) : le plus souvent revendication d'une augmentation immédiate uniforme de 250 à 300 F (Câbles de Lyon, Chausson, Fonction publique, Ducellier, etc.), pas de salaires inférieurs à 1.700 F pour 40 h (Ducellier, Dunlop-Amiens, comme dans les luttes des PTT et de l'Assistance Publique de cette année) ou à 2.000 F (Fonction publique), parité avec Renault dans plusieurs entreprises de métallurgie, prime de vacances ; 2) lutte contre les licenciements et le chômage partiel (dans 95 des 190 luttes citées) ; 3) la diminution du temps de travail ; 4) l'amélioration des conditions de travail, notamment la diminution des cadences. Loin d'être tièdes, les ouvriers en lutte sont combattifs et résolus : dans la liste citée, 80 luttes durent depuis plus d'un mois, 52 entreprises sont occupées.

La bourgeoisie réagit à la lutte ouvrière avec une grande fermeté : interventions massives des CRS

pour évacuer les usines occupées, utilisation des milices patronales et des chiens policiers pour couvrir le travail des jaunes à Chausson et au Parisien Libéré, convocation individuelle des grévistes de l'usine Carel au Commissariat du Mans pour intimider, encourager les dénonciations, menacer d'arrestations (*Humanité*, 18-06), brutalités policières et matraquages de grévistes du « Parisien Libéré » manifestant aux Champs Élysées, arrestation, détention arbitraire et menace d'expulsion de 3 ouvriers marocains coupables d'habiter au foyer en face de Chausson, agression criminelle le 23 juin contre un groupe de grévistes des Câbles de Lyon à Clichy, blessant 9 d'entre eux, utilisation de commandos de la CFT contre des militants ouvriers (Simca-Chrysler à Poissy, Citroën à Aulnay). Parallèlement, déploiement de la force patronale dans les principaux conflits pour faire plier les genoux aux ouvriers (Amaury a dépensé 5 milliards de francs — avec l'aide de l'Etat — pour tenter de briser la grève).

Face à ce déchaînement de la violence bourgeoise utilisant toutes ses armes légales et illégales dans une campagne terroriste pour intimider les ouvriers, l'opportunisme canalise les réactions ouvrières dans... le pacifisme. Jamais il n'organise la force et la violence de classe seule garantie de la défense des ouvriers, contre les attaques fascistes (après l'attentat des Câbles de Lyon, le 39e Congrès de la CGT lance un appel au « calme » en attendant « la lumière sur cet incident »), tout en en faisant une protestation démocratique au nom des « libertés » bafouées. Au contraire, il tremble de peur devant la violence prolétarienne, reprochant aux patrons et à l'Etat de

la « provoquer » par leur intranquillité. Dialectiquement, en soulignant « l'urgence de l'action pour la protection des libertés » (R. Leroy, *Humanité*, 10-06), ils demandent à l'Etat de renforcer son appareil répressif contre la violence d'où qu'elle vienne (et la violence prolétarienne de demain qui violera la « liberté » des exploités et de leurs alliés). Ils accusent Poniatowski de laisser se développer les milices patronales « plutôt que de donner à la police les moyens qu'elle réclame » (!), *Humanité*, 16-06, organisent la manifestation du 26 juin pour... les libertés et « le respect de la Constitution française » (*Humanité*, 24-06), la prostration devant les sacrosaintes décisions des tribunaux présentés comme « neutres », l'appel à la bienveillance des patrons et du gouvernement qui « doivent régler les problèmes sociaux qui sont posés » (Krasucki, *Humanité*, 4-07).

Dans chaque grève l'opportunisme cherche à entraver la lutte réelle pour éviter que ne se soudent les rangs prolétariens dans une lutte unitaire. Il dévie la lutte dans les vaines négociations. Le secrétaire général de l'Intersyndicale du Livre parisien CGT déclare : « ce n'est qu'autour de la table de discussion qu'on trouvera une solution. La discussion est notre objectif. Toute la lutte des travailleurs du Livre ne vise qu'à aboutir à cette négociation » (*Humanité*, 18-06). La FFTL CGT précise même que « le travail pourrait reprendre tout de suite et normalement » dès l'ouverture des négociations. De même à Chausson, après l'évacuation des grévistes par les CRS, les syndicats n'organisent pas la riposte mais font du départ de

(suite page 4)

Vigoureuse riposte

(suite de la page 1)

casser l'explosion de colère prolétarienne. Le 7, la paralysie du pays est totale, et entraîne la démission et la capitulation du gouvernement qui finit par « accepter » les augmentations prévues.

Dans un puissant sursaut, se plaçant entièrement sur le terrain de la force, la classe ouvrière vient d'infliger une sévère défaite au régime péroniste, au gangstérisme syndical et à la bourgeoisie. L'« usure » du système politique, le fait que la « belle unité » de 1973 vole en éclats, que les bureaucraties syndicales soient obligées — pour sauver la face — de faire semblant de « s'opposer » au gouvernement, que les partis de la « majorité présidentielle » et leurs alliés « radicaux » deviennent de plus en plus « critiques », tout cela montre — comme il arrive lors des véritables fractures historiques — que la lutte des ouvriers, s'ajoutant à la crise économique d'un capitalisme en faillite, ne manquera pas de provoquer des crises politiques profondes du régime en vigueur, précisément parce qu'il a été mis en place, à la suite du Cordobazo, pour discipliner la classe et la soumettre aux impératifs de l'alliance intermittente entre la bourgeoisie argentine et l'impérialisme.

Dans la situation actuelle, le prolétariat argentin est tragiquement démuné d'un parti de classe qui aurait pu — tout au long de ces années — le préparer de façon conséquente à son affrontement inévitable avec la classe dominante et ses laquais syndicaux et politiques, et créer ainsi les conditions subjectives de développements riches et potentialisés.

Indépendamment des possibles prolongements de la situation actuelle, les événements présents viennent rappeler avec vigueur l'immensité des tâches internationales de la préparation révolutionnaire — tâches doctrinales, organisationnelles et d'action — exigées par les chocs des classes à l'échelle mondiale.

8 juillet 1975.

Lisez et diffusez

PROGRAMME COMMUNISTE

Revue théorique internationale

PRESSE INTERNATIONALE
Voici le sommaire du N° 17 de

EL PROGRAMA COMUNISTA

— Muerte al viejo y al nuevo contrato social
— La cuestión agraria
— El curso del imperialismo mundial
— Argentina: represión burguesa y claudicación del oportunismo.

Portugal

La bataille de la production

Les militaires portugais n'ont pas tort d'agiter des drapeaux rouges. Le prix de ces accessoires n'est pas très élevé et pourtant ils rendent des services inestimables. C'est ainsi que Chunhal a découvert, après Thorez et Togliatti, non pas que l'étape démocratique est nécessaire pour conduire au socialisme, mais que la démocratie véritable passe par la bataille de la production.

On comprend que pour un objectif aussi audacieux, Cunhal n'ait pas peur de « dire deux grandes vérités aux travailleurs » (voir *Avante* du 22-5), « amères vérités » qui (comble des malheurs !) pourront « coûter quelques voix » à son Parti.

« La première concerne les revendications irréalistes [ce refrain, nous le connaissons assez bien !], qui ne tiennent pas compte de la situation de l'économie portugaise et de la situation de nombreuses entreprises. SI NOUS CONTINUONS A AUGMENTER SENSIBLEMENT LES SALAIRES ET TRAITEMENTS, bien que nous sachions que ces augmentations sont à juste titre attendues par les travailleurs ; SI NOUS CONTINUONS A DIMINUER LE TEMPS DE TRAVAIL, bien que nous sachions que dans de nombreux secteurs le temps de travail est excessif ; SI NOUS CONTINUONS A PRODUIRE TOUJOURS MOINS, et telle est la situation dans de nombreux secteurs, nous irons vers la catastrophe économique et de la catastrophe politique ». Et Cunhal de saluer « ardemment les travail-

leurs qui... se sont décidés à ACCEPTER DES REDUCTIONS SALARIALES ET A TRAVAILLER UN PLUS GRAND NOMBRE D'HEURES, pour rendre viables les entreprises et ouvrir la voie à leur reconversion, expansion et rentabilité, qui intéressent aujourd'hui les travailleurs et le Portugal démocratique en route vers le socialisme ». Mais à l'examen de l'action du PCP dans les entreprises, relatée d'ailleurs avec orgueil dans sa presse, il apparaît que ce n'est pas tellement les travailleurs qui « se sont décidés » à cela, que les organes d'entreprise du PCP qui les ont poussés, voire pris cette « décision » en leur nom !

Augmenter la production, augmenter le temps de travail, baisser les salaires ! Telles sont les revendications pour lesquelles le PCP se bat ; et il s'y emploie à fond, car il sait très bien que s'il ne réussit pas à faire avaler au prolétariat portugais l'amère pilule de la « bataille de la production » il sera fort probablement congédié par ses patrons du MFA, qui aimeraient bien se passer des partis politiques... Quant à nous, nous ne pouvons que saluer les prolétaires portugais qui se battent pour « augmenter sensiblement les salaires », pour « diminuer le temps de travail », qui n'hésitent pas à « produire moins », refusant les cadences épuisantes des usines. Nous les appelons à « ne pas tenir compte de la situation de l'économie portugaise » et à poursuivre leur lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, dont le résultat le plus important est

cette « union grandissante des travailleurs » qui, demain, sera le puissant levier menant à la « catastrophe économique et politique » de la bourgeoisie portugaise, catastrophe que le PCP s'efforce de conjurer !

Mais passons à l'autre « grande vérité ».

« La deuxième concerne la grève. Nous défendons le droit à la grève [sans blague !]. Mais, dans la situation politique et économique actuelle, les travailleurs ne doivent avoir recours à la grève que dans des cas extrêmes, puisque toute baisse de production sera payée en fin de compte par les travailleurs eux-mêmes ». En d'autres mots, le droit à la grève nous le reconnaissons, bien sûr ; mais la grève, elle, nous la condamnons sans appel ! En effet — il nous faut bien le reconnaître — le PCP a tout à fait raison de rejeter l'arme de la grève : il serait vraiment insolite d'appeler à la grève pour... la réduction des salaires et l'augmentation de la journée de travail !

Quant à ceux qui ne se laisseraient pas bercer par le romantisme du « produire d'abord, revendiquer ensuite », les militaires sont là pour promettre la trique, au nom de la lutte contre les forces « antipatriotiques » et « antirévolutionnaires ». C'est ainsi que le 2 juillet, le « très révolutionnaire » Copcon faisait évacuer les centraux téléphoniques occupés par les grévistes.

Tels sont les lendemains qu'en chœur nous chantent tous les Cunhal et les Marchais du monde...

Démocratie blindée

(suite de la page 1)

garanties qui permettent à l'opportunisme d'avoir encore une emprise quasi-absolue sur les larges masses ouvrières.

La bourgeoisie, il faut le reconnaître, sait tout cela. Déjà, elle fourbit ses armes pour demain, taille le gros bâton, prépare la carte de « l'Etat fort ». D'un côté elle étaye son Etat d'une ribambelle d'organisations paralégales, mais c'est aujourd'hui un aspect mineur, car la « voie légale » est bien plus avantageuse et a le mérite de bénéficier du soutien entier de l'opportunisme qui cherche à la faire admettre aux exploités sous prétexte de « lutte contre la délinquance » ou autres fariboles. Ce phénomène est tellement général que c'est dans la démocratie la plus à l'écart (mais pour combien de temps ?) des luttes ouvrières, dans l'Allemagne social-démocrate, que l'Etat met d'une part en place de la façon la plus exemplaire tous les canaux juridiques les plus appropriés au passage le plus brutal, et donc le plus efficace, de la violence potentielle à la violence réelle et tente d'autre part d'augmenter cette efficacité en paralysant les exploités par un terrorisme préventif. Quel autre sens peut avoir cette épurée de l'administration, cette chasse aux sorcières qui s'intensifie depuis trois ans ? Quelle autre signification pourrait avoir cet incroyable déploiement de forces de police, cette construction d'un tribunal-bunker spécialement conçu pour le procès, ce train de mesures juridiques destiné à empêcher toute défense légale de la « bande à Baader », toute cette mise en scène sans commune mesure avec les effets d'une lutte générale mais qui égratigne à peine la société bourgeoise ?

**

Il faut avoir le courage de regarder en face cette tendance de la démocratie à se renforcer en se cuirassant de tous les côtés. Ce n'est pas du défaitisme que de dire qu'elle ne peut être inversée, mais seulement brisée par la révolution prolétarienne et le démantèlement de la machine de l'Etat bourgeois. A moins qu'on ne prête naïvement à la bourgeoisie le fair-play qu'elle tente d'inculquer aux exploités dans son propre intérêt, et

à moins de croire qu'au moment du danger, elle renoncera à se défendre.

Ceux qui espèrent pouvoir s'appuyer sur l'opportunisme dans l'espoir vain de retarder ou de contrecarrer cette tendance font beaucoup plus qu'une simple erreur. Ils commettent une faute impardonnable en négligeant et en compromettant du même coup toute défense véritablement conséquente du prolétariat contre la pression économique, sociale et politique de la bourgeoisie, car cette défense exige une rupture complète avec les méthodes et les principes de l'opportunisme, et suppose que le prolétariat ne compte que sur ses propres forces. Et ils ne se rendent pas compte que, ce faisant, ils retardent et gâchent la seule possibilité réelle qu'a la classe prolétarienne de desserrer un peu les mâchoires de l'ordre établi, et de trouver ainsi l'espace et les forces pour se lancer à l'assaut de l'Etat et en finir avec son oppression.

Il faut aussi savoir tirer de la prévision que la bourgeoisie sera nécessairement poussée à opérer un tour de vis, et qu'elle s'y prépare dès aujourd'hui, la conclusion que nous devons, nous, nous préparer à cette situation, et mieux qu'elle. Et cette préparation suppose que dès à présent nous combattons avec beaucoup d'énergie et de sérieux l'esprit d'autonomie, d'individualisme, de décentralisation, le manque de rigueur organisationnelle et d'efficacité dans le travail, qui sont autant de faiblesses entretenues par l'ambiance d'illusoire facilité de la démocratie. Hier, dans l'élan provoqué par l'Octobre rouge, les partis communistes d'Occident restèrent, en dépit de l'effort des bolchéviks, prisonniers de la glu démocratique et victimes du mirage du libéralisme. Les conséquences s'en font sentir encore aujourd'hui, de façon terrible. Il ne faudrait pas qu'encore une fois, même en tenant compte de la différence des situations entre les années vingt et celles qui viennent, la démocratie nous empêche d'acquiescer des réflexes sûrs, émusse nos réactions, et d'un coup de patte que nous n'aurions pas su prévoir, nous brise l'échine. Nous n'aurions pas l'excuse du manque d'expérience. Et le retard pris par le parti pourrait être irréparable.

Le Parti Communiste Italien

(Suite de la page 1)

près d'avoir la majorité relative. Ce parti a toutes les qualités pour être la nouvelle Démocratie Chrétienne des jours de crise. En ces temps où l'épithète « socialiste » est un gage de modération pour le bourgeois et laisse espérer un peu de soulagement, non seulement au prolétariat, mais encore aux couches moyennes candidates à la prolétarianisation sans oublier les gens de culture, le transfert de voix vers la gauche a un sens bien précis : il est l'antichambre du « compromis historique » même s'il n'est aujourd'hui rien de plus.

Il est caractéristique de l'ultra-réformisme du PCI de n'avoir pas même tenté de traduire en espèces sonnantes la victoire électorale. La « résolution » adoptée le 19 juin s'adresse à « la communauté nationale toute entière » et s'engage devant elle à faire preuve de capacité, d'efficacité, d'honnêteté, mais surtout, à lui apporter « ordre et stabilité », ces deux piliers de la « coexistence entre tous les citoyens ». Ce grand Parti ne veut pas le pouvoir pour lui tout seul (ce serait dangereux en temps de crise avec les énormes problèmes accumulés) et il ne pourrait d'ailleurs le revendiquer sans renier les origines du triomphe électoral. Au contraire, « l'unité entre toutes les forces démocratiques et antifascistes » (sans aucune discrimination, souligne-t-on, pour ceux qui n'auraient pas compris que la main reste tendue en direction de la Démocratie Chrétienne — indépendamment de sa collusion avec la majorité) est plus que jamais la « question centrale pour surmonter la crise que traverse l'Italie, pour progresser vers la réalisation de

la démocratie et des nécessaires transformations économiques, sociales et politiques ». La moralisation de la vie publique se traduit par « sécurité et ordre démocratique », action énergique contre « toute forme de violence politique » et bien sûr contre « la criminalité » (celle-ci englobant celle-là, car elles sont l'une comme l'autre le fait de « la canaille »). Il faut aussi « un nouveau type de développement de l'économie et de la société », qui seul « peut offrir aux entreprises ces garanties qui leur sont nécessaires [les pauvres petites !], pour se programmer selon leur libre choix, et développer leur propre initiative ». C'est le Paradis sur terre, la coexistence pacifique entre les classes, l'interclassisme à l'état pur. (Face à qui les dirigeants opportunistes, Berlinguer et Amendola sentent-ils « le poids accru de leurs responsabilités » ? Face au prolétariat ? Allons donc ! « face au peuple, au régime démocratique, à la nation »). C'est bien la preuve qu'on ne peut être moralisateur sans finir interclassiste, unitaire, démocrate, tricolore ; un parti de type « nouveau » en somme, mais « nouveau » comme Donat Cattin et même Aldo Moro voudraient voir renaitre leur Démocratie Chrétienne.

Le bourgeois Giolitti a dit à propos du PCI : « Un grand parti réformiste qui a seulement le malheur de s'appeler communiste ». Agnelli, le patron de la Fiat, qui a salué la soif de renouveau exprimée par les urnes, s'est déjà préoccupé de ce « malheur » du point de vue des investissements étrangers en Italie. Ne le prenons pas trop au sérieux : car le *New-York Times* tourne des regards complaisants vers ce parti qu'il qualifie « d'ha-

bile et honnête » ; car Kissinger annonce que les USA refuseront tout appui à un gouvernement ne reposant pas sur le « consensus populaire » et incapable de « justice sociale ». C'est l'heure pour Wall-Street de nouvelles réflexions ; s'appeler « COMMUNISTE » et être « un grand parti réformiste » est certes un malheur pour la cause de la révolution prolétarienne, mais c'est justement pour cela une « faute heureuse » du point de vue de la stabilité bourgeoise. Quant aux « mains propres », le « nouveau parti » est suffisamment vieux pour avoir applaudi au massacre stalinien de la vieille garde bolchevique — un « nettoyage » radical s'il en fut jamais, en Russie et ailleurs. Il est suffisamment jeune pour s'être montré « respectable », « responsable », « anticorporatif », en somme pour avoir joué les pompiers sociaux dans les conflits et les agitations ouvrières. Il n'a pas que les mains propres, il est « propre » de la tête aux pieds. Il mérite la confiance de la bourgeoisie.

Les bourgeois intelligents l'ont déjà compris ou commencent à le comprendre. On ne sort pas de la crise sans une pincée de « socialisme », ni surtout sans ceux qui sauront la doser et l'accorder. Il ne suffit pas d'investir et d'épargner (premier commandement de la « résolution » du PCI), encore faut-il posséder l'art de faire travailler dur et en silence les ouvriers. Cet art, c'est chez Berlinguer qu'on en détient le brevet, avec le consentement tacite de... la gauche extra parlementaire.

L'attitude commune des groupes « extra-parlementaires » qui sont passés du soutien au « Gouvernement ouvrier » en général à celui d'un Gouvernement PC-PS comme tremplin de la lutte prolétarienne, ainsi que l'assimilation entre recul de la DC et le recul de la bourgeoisie auraient mérité un article que le manque de place nous interdit. Nous invitons les camarades à se reporter à notre organe italien, où ces thèmes ont été longuement abordés.

RÉUNION DE LECTEURS A LILLE

le samedi 19 juillet à 20 h 30

27, rue Adolphe

CRISE ET RÉVOLUTION

Les pompiers

(suite de la page 2)

la police un préalable à la poursuite des négociations, après s'être portés garants que les ouvriers ne réoccuperont pas l'usine (*Le Monde*, 2-07). De l'autre côté, l'opportunisme isole les éléments combattifs et divise entre grévistes et non grévistes : à Chausson, au lieu d'appeler les ouvriers des usines de province à se solidariser avec les ouvriers parisiens, ils ne font que leur reprocher le « gaspillage » qu'ils représentent « produisant très peu ou pas du tout » tout en étant « entretenus » par la direction (*Humanité*, 18-06). Ils cautionnent la division créée par la bourgeoisie lock-outant sous le prétexte de la grève Chausson 4000 ouvriers de Renault et ceux de Peugeot Saint-Etienne, en l'acceptant sans appeler tous les travailleurs plus ou moins touchés par les mouvements à un élan unitaire, aussi bien par ses objectifs que par son organisation, permettant de mettre dans la balance le poids compact de dizaines de milliers de prolétaires.

Voilà pourquoi les luttes actuelles de 100.000 travailleurs restent isolées et cloisonnées usine par usine. Voilà pourquoi le rassemblement du 10 juillet qui a pour but de « contraindre à négocier pour mettre un terme à tous ces conflits » (*Humanité*, 4-07) est fait pour les canaliser une fois de plus dans une « grande démonstration » inoffensive. Voilà pourquoi la lutte pour une véritable défense des conditions de vie et de lutte du prolétariat nécessite la lutte contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

PERMANENCES DU PARTI

● A Amiens : le dimanche 20 juillet, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (tour Perret).

● A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

● A Marseille : les samedis 5 et 19 juillet de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4e étage).

● A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12°
distribué par les NMPP